

Toujours est-il que le 18 octobre 1970, Krim Belkacem, membre fondateur du FLN et ancien ministre au sein du GPRA, est étranglé avec sa ceinture et sa cravate dans sa chambre d'hôtel à Francfort après avoir été chloroformé très probablement par plusieurs hommes. Cette pratique, héritée du temps des maquis et de la clandestinité, continue de permettre au régime d'estimer que les contentieux se règlent en interne, en silence et avec cette manière qu'ont les pouvoirs autoritaires et dictatoriaux, sinon mafieux, d'assainir leurs propres rangs en éliminant ceux qui furent leurs amis, camarades, complices, chefs ou subordonnés. Certains parleront de la « raison d'État », mais il est question en vérité de la « raison d'un pouvoir » dont les membres sont souvent prêts à perdre la raison lorsqu'il s'agit de garder ce même pouvoir.

Alger et Paris s'espionnent

Cette série d'assassinats politiques ne doit pas occulter le fait que la SM est employée non seulement dans le musellement de l'opposition, mais aussi dans le renseignement à même d'éclairer la politique de Houari Boumediène. Cela est d'autant plus vrai qu'à peine au pouvoir, son premier but est de nationaliser les richesses du sous-sol dont l'exploitation était assurée jusque-là par des entreprises détenues majoritairement par des firmes étrangères. De ce point de vue, la question relative à la nationalisation des hydrocarbures était devenue, dans l'esprit du chef de l'État algérien, une « véritable obsession¹ ».

En plein conflit israélo-arabe en 1967, Boumediène décide de gérer l'après-rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis. Par solidarité avec les « pays frères » et pour se doter d'une stature populaire dans le monde arabe et auprès de la rue algérienne, il a officiellement coupé les ponts avec Washington, mais il sait par ailleurs que son pouvoir, s'il a beaucoup à gagner

1. L'expression est d'un ancien ministre algérien.

d'une telle position, perd énormément sur le plan économique, puisque les États-Unis subventionnaient certains produits agricoles de première nécessité importés par l'Algérie et accordaient à ce pays fraîchement indépendant un certain nombre d'aides et autres crédits notamment dans le cadre de ce qui fut appelé à l'époque le programme «Food for peace». Ces facilitations avaient permis aux Algériens de recevoir entre 1962 et 1963, en aides alimentaires, de quoi nourrir 4 millions de personnes.

Le président algérien choisit alors de faire preuve d'un extraordinaire cynisme qui l'incite à adopter un double discours et à jouer ainsi sur deux tableaux. Dans la forme, la prose présidentielle est «anti-impérialiste», sévère à l'égard de l'hégémonie américaine qui de surcroît soutient «l'ennemi sioniste». Boumediène décide, en même temps, de prendre le contrôle de plusieurs entreprises pétrolières présentes dans le sud du pays, en les mettant sous tutelle algérienne: El Paso, Mobil, Shell, Esso, etc.

Dans les coulisses, c'est une autre histoire. Messaoud Zeghar *alias* Rachid Casa, ami personnel du président, ancien du MALG, théoriquement démobilisé des services, est sollicité pour entretenir une diplomatie parallèle en direction des États-Unis. Il va renseigner Boumediène sur les réalités de la vie politique américaine. Le chef de l'État algérien a ainsi accès à des informations non bureaucratiques émanant d'une source indépendante des appareils officiels. Zeghar a les moyens de mener sa mission. S'étant lancé dans le monde des affaires florissantes, il est très bien introduit dans le milieu très sélect qui renferme tous ceux qui comptent à Washington: secrétaires d'État, sénateurs, agents de la CIA, businessmen, magnats des médias, etc. Il fréquente le gouverneur du Texas John B. Connally, le milliardaire David Rockefeller, le futur patron de la CIA et futur président George Bush Senior, l'astronaute Frank Borman ou le ministre de la Justice sous Nixon, Richard Kleindienst.

De plus, l'homme pèse lourd financièrement. Sa fortune personnelle est alors estimée à plus de 2 milliards de dollars de

l'époque. Ce n'est pas rien pour un Algérien dont le pays est indépendant depuis à peine cinq ans. En réalité, Rachid Casa est chargé de jouer le rôle de pivot du lobby que Boumediène est en train de constituer afin de défendre les intérêts algériens à Washington malgré l'absence de relations diplomatiques. Il doit financer les déplacements officieux de certains responsables, les prendre en charge durant leur séjour et les mettre en relation avec des décideurs américains. Des contrats importants sont signés à cette époque et plusieurs sources affirment que Messaoud Zeghar touche systématiquement de fortes commissions avec l'accord de Boumediène, pour financer ses propres activités et alimenter par ailleurs une «caisse secrète» dont pourrait disposer le président pour mener à bien sa politique, surtout celle qui vise à subventionner et à aider des mouvements dits «révolutionnaires» aux quatre coins de la planète.

Rachid Casa aurait même participé au financement des campagnes électorales de certains candidats, notamment ceux briguant un siège au Congrès.

Messaoud Zeghar peut compter sur l'appui de celui qui est le premier ambassadeur d'Algérie à Washington : Chérif Guellal¹, qui a présenté ses lettres de créances à J.F. Kennedy en juillet 1963 et dont il est devenu l'un des proches. L'ambassadeur connaît lui aussi du beau monde aux États-Unis. Ami des politiques, des grands noms du journalisme, de l'establishment économique et des stars du showbiz, Guellal a ses entrées partout. Il est très lié aux frères Kennedy et entretiendra de très bonnes relations, par la suite, avec Lyndon B. Johnson.

Lors de la rupture des liens diplomatiques, Chérif Guellal est évidemment contraint de laisser son poste d'ambassadeur, mais Boumediène qui connaît ses capacités d'entrisme au sein du sérail américain le nomme représentant, aux États-Unis, de la

1. Chérif Guellal est né en 1933. Diplômé de l'université d'Aix-en-Provence en 1956, Chérif Guellal rejoint le FLN et devient en 1958 l'ambassadeur du GPRA successivement en Inde et en Égypte. Il est décédé en avril 2009.

société pétrolière algérienne Sonatrach¹. Ce célibataire séducteur aux allures de play-boy italien a tout pour plaire. Il vit d'ailleurs avec Yolande Betbeze, Miss America 1951, mais surtout veuve du patron de la maison de production hollywoodienne Twentieth Century Fox. Statut qui suscitera la jalousie et l'envie du ministre algérien des Affaires étrangères de l'époque, un certain Abdelaziz Bouteflika. Il est d'autant plus jaloux que les deux lobbyistes, proches des services, rendent compte de leurs activités d'abord à Boumediène et ensuite à Kasdi Merbah. Le chef de la diplomatie algérienne n'est qu'accessoirement associé à leur entreprise.

Pour se rendre agréable aux yeux des Américains, le duo formé par Zeghar et Guellal va réaliser en pleine guerre du Vietnam un geste que les responsables de Washington ne manqueront pas d'apprécier. En effet, à la faveur des relations entretenues par Boumediène avec les Vietnamiens, les deux intermédiaires fourniront à leurs amis la liste des prisonniers américains détenus au Vietnam. Grâce à cette opération, Messaoud Zeghar obtiendra pour l'Algérie de grandes quantités de blé subventionnées par les États-Unis².

Dans ce contexte et confiant quant à la réaction américaine en cas de nationalisation, Boumediène décide d'engager des négociations avec les autorités françaises au sujet de l'exploitation des hydrocarbures. Celles-ci sont tendues. De plus, un jugement sévère a été prononcé en Algérie contre des ressortissants français accusés d'espionnage. D'un autre côté, Georges Pompidou ignore que son homologue algérien s'apprête à nationaliser, et ce, même si l'information circule sous forme de « rumeur » depuis plusieurs mois dans les milieux bien renseignés.

Ses véritables intentions sont traitées en secret d'État. Boumediène n'en parlera même pas à son chef de la diplomatie, Abdelaziz Bouteflika. Seuls Belaïd Abdesselam, ministre de

1. Sonatrach a été créée le 31 décembre 1963. Elle est la plus importante compagnie d'hydrocarbures en Algérie. Elle est la 1^{re} compagnie pétrolière en Afrique et la 12^e au niveau mondial.

2. In *L'affaire Zeghar*, Hanafi Taguemount, Publisud, 1994.

l'Industrie, Merbah, le patron de la SM, Sid Ahmed Ghozali¹, à la tête de la Sonatrach, et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs sont mis au courant. Les mieux informés apprendront sa volonté de nationaliser les hydrocarbures quelques semaines seulement avant l'annonce officielle.

Ces négociations à plusieurs rounds entamées dès 1965 s'éternisent. Kasdi Merbah et son adjoint chargé du renseignement extérieur s'emploient, de leur côté, à obtenir un maximum d'indications sur les intentions françaises. Il leur faut évaluer la réaction de Paris en cas de nationalisation. Pour ce faire, ils font appel à un avocat algérien assez atypique ayant ses entrées ici et là et notamment auprès de la gent féminine. Ce profil les intéresse d'autant plus qu'il s'agit en réalité d'un de leurs hommes.

Son nom, Rachid Tabti, mais d'aucuns l'appellent tantôt « Richard » tantôt « Tony ». Il est, depuis le début des années 1960, avant l'indépendance de l'Algérie, très bien introduit en France. Ancien boxeur, cascadeur à ses heures dans des séries ou des films d'action², l'avocat séduit autour de lui. En fait, cet homme aux allures de dandy militait déjà au sein du Mouvement national au cours des années 1950 et deviendra plus tard un élément de la Sécurité militaire. Un lieutenant qui sera affecté, dès 1965, au service « B2 », commandé alors par Noureddine Zerhouni *alias* Yazid. Détaché auprès du ministère des Affaires étrangères en septembre 1963, il aura pour mission de se rendre à Paris afin de faire du renseignement, notamment sur les questions liées aux échanges économiques. Son diplôme d'avocat et ses multiples hobbies devant lui servir de couverture pour ouvrir un cabinet et s'intégrer dans la haute société française. Pour passer inaperçu, il

1. Sid Ahmed Ghozali est né en 1937 à l'ouest du pays. Cet ingénieur des Ponts et Chaussées de Paris a été plusieurs fois ministre depuis l'indépendance. Mais il est connu notamment pour avoir été PDG de la Sonatrach, au cours des années 1970. Chef du gouvernement de juin 1991 à juillet 1992, il rejoint le camp démocratique au milieu des années 1990 et s'oppose à Bouteflika depuis 1999.

2. Pour l'anecdote, le lieutenant Rachid Tabti avait joué dans certains épisodes de la série *Les Cinq Dernières minutes* de Claude Loursais comme figurant ou comme cascadeur. Il avait incarné le rôle d'un boxeur dans un épisode intitulé *Poing final*.

est officiellement radié du corps de la diplomatie depuis janvier 1965. Cette « radiation » n'est cependant rendue publique qu'en mars 1966 alors que « Tony » est déjà à Paris¹ depuis plus d'un an. Ses conquêtes féminines sont nombreuses et l'une d'entre elles est particulièrement intéressante pour les services algériens. Rachid Tabti, âgé alors de 36 ans², fréquente depuis plusieurs mois l'assistante du diplomate Jean-Pierre Brunet³, le directeur des Affaires économiques et financières au Quai d'Orsay, mais surtout administrateur d'Erap⁴, l'entreprise qui exploite, pour le compte de la France, les gisements pétroliers et gaziers en Algérie. Grâce à cette relation très intéressée entretenue, durant plus de deux années, par Rachid Tabti avec Béatrice Halegua, la secrétaire de Jean-Pierre Brunet, les courriers confidentiels et les notes d'analyse que s'échangent les négociateurs français finissent, quelques jours plus tard, sur les bureaux des commandants Noureddine Zerhouni et Kasdi Merbah, pour atterrir ensuite dans le parapheur de Houari Boumediène. Plus de 4000 documents secrets sont ainsi acheminés vers Alger. Celui qui se fait appeler Tony les remet à l'un de ses collègues, Ouali Boumaza *alias* Tayeb, resté en retrait et entretenant une cellule chargée d'effectuer la navette entre les deux capitales. C'est un hôtel situé dans le 12^e arrondissement de Paris, géré par un Algérien, Mustapha I., qui sert de « boîte aux lettres ». C'est là que Tabti vient déposer, plusieurs fois par semaine, les documents qu'il récupère auprès de sa belle afin que ceux-ci soient acheminés rapidement vers Alger. Cette action est cruciale

1. *Journal officiel de la République algérienne* du 11 mars 1966.

2. Rachid Tabti est né en 1930 à Constantine. Licencié en droit, il devient avocat et intègre la Sécurité militaire au lendemain de l'indépendance.

3. Jean-Pierre Brunet est né en 1920. Il fut représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes de 1961 à 1964 avant de devenir chef de service (1965) puis directeur des Affaires économiques et financières à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères de 1966 à 1975. Il fut par ailleurs membre du Conseil général de la Banque de France de 1966 à 1973 et administrateur d'Elf-Erap de 1969 à 1974, ainsi que de la Compagnie nationale Air France de 1972 à 1975.

4. Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP).

pour la partie algérienne. Elle a pu évaluer ainsi les conséquences d'une nationalisation en ayant régulièrement, à travers les pièces officielles qu'elle analysait, un aperçu sur l'état d'esprit des autorités françaises.

Le 24 février 1971 en fin d'après-midi, Houari Boumediène annonce que toutes les richesses du sous-sol algérien sont nationalisées. Il s'agit alors d'une prise de contrôle de 51 % des sociétés pétrolières françaises qui décideront finalement de céder la totalité de leurs parts et de quitter l'Algérie. Seul Total préférera poursuivre ses activités. À partir de là, Boumediène va doter la Sonatrach de tous les moyens pour en faire une très grande firme. L'une des plus importantes au monde. Elle deviendra très vite un mastodonte de la planète hydrocarbures.

En vérité, Houari Boumediène vient d'opter pour une logique de radicalisation quant aux choix stratégiques dans le but de garantir à son régime un maximum de stabilité. Il se démarque ainsi du bricolage de son prédécesseur. Sa vision consiste alors à faire accroître les ressources de l'État afin de mettre en application une politique intérieure à même de pérenniser le système et de donner naissance à une diplomatie qui lui permettrait de briller sur la scène internationale en se présentant comme un interlocuteur sérieux, valable et incontournable.

Cette réalisation – qui restera sans conteste l'œuvre majeure du règne de Boumediène – et, par ailleurs, l'ensemble de sa stratégie seront vécus comme un coup de tonnerre dans les milieux politiques et diplomatiques français. L'Élysée décide de boycotter les hydrocarbures et les vins de son ancienne colonie. Pendant ce temps, les autorités algériennes choisissent, quant à elles, de dégager la monnaie locale, le dinar algérien, de la zone du franc français. De plus, la diplomatie parallèle, engagée par Boumediène, a porté ses fruits. Un mois après la nationalisation des hydrocarbures et alors que les relations algéro-françaises sont au plus bas, le président Nixon rend publique une lettre personnelle adressée au chef de l'État algérien, dans laquelle, le locataire de la Maison Blanche annonce que les États-Unis

sont prêts à «établir des relations diplomatiques normales avec l'Algérie quand elle le désirera».

Si les négociateurs sont surpris d'une telle décision, les enquêteurs de la DST, Direction de la surveillance du territoire (le contre-espionnage français) ne le sont, eux, qu'à moitié. Ils surveillent depuis un moment Rachid Tabti et sa relation avec la secrétaire de Jean-Pierre Brunet. Cette dernière ainsi que les deux espions algériens seront arrêtés. Tabti est interpellé chez lui durant l'année 1970, quelques mois avant la nationalisation. Il a été filé et mis sur écoute durant de longues semaines. Mais lorsque les services français découvrent son véritable rôle, les dés sont déjà joués. Tabti et Ouali seront alors condamnés respectivement à dix et huit ans de prison pour «intelligence avec une puissance étrangère». Béatrice Halégua, l'assistante du patron de l'ERAP, écoperà, quant à elle, de «cinq ans de prison avec sursis», le tribunal ayant considéré qu'elle était de «bonne foi» et qu'elle fut tout simplement abusée par son amant-espion dont elle était éperdument amoureuse. Les deux hommes de la Sécurité militaire algérienne effectueront un séjour de deux ans de détention avant d'être discrètement échangés contre cinq agents du SDECE arrêtés, en Algérie, pour les mêmes motifs.

Ces exploits en matière de renseignement et la logique offensive de la SM – notamment à travers le soutien aux mouvements «révolutionnaires» européens, arabes et africains – n'ont pas fait cesser pour autant une autre politique, répressive celle-ci, qui continuait de s'abattre sur les opposants algériens. Au moment où Boumediène nationalisait les hydrocarbures et gagnait en popularité aux yeux d'une société qui voyait en lui le leader capable de parachever l'œuvre de recouvrement de la dignité nationale après plusieurs décennies de colonisation, son pouvoir ne tolérait aucune contestation. Face à sa politique nationaliste et ses discours démagogiques en faveur des classes populaires, les Algériens étaient réduits à une masse homogène et monolithique. Ils n'avaient d'autre choix que de vanter les mérites de la révolution, de faire l'éloge de Boumediène ou de

se taire. Il est vrai que le président algérien fascine, notamment sur la scène internationale, mais ceux qui l'applaudissent à l'étranger ne subissent pas les affres de son régime. Lors de la Conférence des pays non-alignés, tenue à Alger en septembre 1973, l'Algérie de Boumediène offre l'image d'un « État révolutionnaire », sensible aux peuples qui souffrent et enclin à soutenir, sans contrepartie, tous les « mouvements de libération », tout en réclamant un « nouvel ordre mondial » dans les rapports entre pays riches et pays pauvres. Mais c'est là la partie visible de l'iceberg, puisqu'au moment où l'Algérie se bat pour préserver la dignité des populations palestiniennes, latino-américaines ou africaines, elle dénie tout droit aux berbéristes ; et alors que les représentants de la diplomatie de Boumediène vantent les mérites du socialisme à l'algérienne, les hauts dignitaires de l'armée et du FLN se partagent la rente et les privilèges, au mépris des droits des citoyens. Pendant que les caciques du pouvoir rappellent leur attachement à l'arabité, Saïd Bouteflika, le jeune frère de l'actuel président, pourtant petit baron du régime, est scolarisé dans un lycée de Pères blancs au quartier d'El-Biar, et suit un enseignement francophone. *Idem* pour Saïd Boukharouba, le jeune frère de Boumediène, les enfants d'Ahmed Draïa, le patron de la police, ceux d'Ahmed Kaïd, le très nationaliste chef du FLN. Tous étaient inscrits à l'école Saint Joseph et suivaient des cours dispensés par des professeurs français. Ces contradictions et bien d'autres hypocrisies vont devenir des caractéristiques du système algérien.

Deux mois après l'annonce de la nationalisation des hydrocarbures, les services de la SM décident de lancer une campagne d'arrestations contre les activistes du PAGS. Abdelhamid Benzine¹,

1. Abdelhamid Benzine est né en 1926 près de Sétif. Ancien maquisard, il est, au lendemain de l'indépendance, l'une des figures du mouvement communiste algérien. Il s'oppose au coup d'État de Boumediène et devient membre du bureau politique du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) en clandestinité, fondé par Bachir Hadj Ali. Abdelhamid Benzine dirigera le journal communiste *Alger républicain* de 1989 en 1994. Il décédera en 2003.

l'une des figures de ce parti alors clandestin, est persécuté. Même sa famille et celles de quelques militants n'échappent pas à la pression exercée par les hommes de Kasdi Merbah et ceux d'Ahmed Draïa, le patron de la police. Le beau-fils de Abdelhamid Benzine, âgé de 15 ans, est détenu pendant quatre jours et torturé dans des locaux de la SM comme le fils de Bachir Hadj Ali, à peine plus âgé, quelques années plus tôt. Cette répression incitera le PAGS à faire circuler un tract clandestin dans lequel le Parti communiste dénonce « la répression antidémocratique » qui n'est alors que « le résultat d'une profonde contradiction entre les mesures progressistes prises sur le plan économique et le maintien de méthodes de gouvernement autoritaires et antidémocratiques qui traduisent la méfiance à l'égard des masses et le sectarisme de certains dirigeants¹ ».

Le Maroc, l'autre « ennemi » traditionnel

Cette « méfiance à l'égard des masses » s'accroît avec la situation tendue qui est entretenue avec le Maroc depuis la « guerre des sables ». Les deux parties, algérienne et marocaine, s'échangent, depuis 1964, des coups tordus par services interposés, et ce malgré le traité d'Ifrane du 15 janvier 1969, qui rappelait pourtant « le désir commun de resserrer et de renforcer les liens de fraternité qui les unissent dans tous les domaines, et en particulier dans les domaines économique et culturel, sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie, et de l'égalité des deux parties au regard de leurs intérêts communs, soucieux de contribuer par leurs relations mutuelles, à l'édification du grand Maghreb arabe, à l'unification de la nation arabe, au renforcement de l'unité africaine, et à l'avènement de la justice et de la paix dans le monde... »

1. Tract clandestin signé par la Direction nationale du PAGS le 28 avril 1971.